

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction de l'espace rural et de la forêt Sous-direction de la forêt Bureau de la production forestière</p> <p>Adresse : 19 avenue du Maine 75732 Paris cedex 15</p> <p>Suivi par : Jean-Marie Fernier</p> <p>Tél : 01 49 55 51 27 Fax : 01 49 55 84 06</p>	<p>CIRCULAIRE</p> <p>DERF/SDF/C2001-3012</p> <p>Date : 18 JUIN 2001</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Date de mise en application : immédiate
📎 Nombre d'annexes : 0

Madame et Messieurs les Préfets de région
Mesdames et Messieurs les Préfets de
département

Objet :

Aide exceptionnelle aux récoltants de graines d'essences forestières et aux pépiniéristes forestiers, à la suite des tempêtes de décembre 1999.

Bases juridiques :

Décret n° 2001-305 du 4 avril 2001 relatif à l'aide financière en faveur des pépiniéristes forestiers dans le cadre de la reconstitution de la forêt française après les tempêtes de décembre 1999.

Résumé :

Dans le cadre du plan national pour la forêt française et dans le but de reconstituer, au cours des prochaines années, les forêts sinistrées en décembre 1999, des aides sont mises en place pour permettre aux récoltants de graines d'essences forestières et aux pépiniéristes forestiers d'accroître leur production annuelle afin de satisfaire les besoins exceptionnels de la filière.

Ces aides financières participent au financement de :

- la récolte de graines forestières,
- la production de plants d'essences forestières.

Mots-clés :

Subvention exceptionnelle – Récoltants de graines – Pépiniéristes forestiers – Tempêtes de 1999.

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">- Préfets de région- Préfets de département- Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt- Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none">- Office National des Forêts- Association nationale des C.R.P.F.- Directeurs de C.R.P.F.- Fédération nationale des communes forestières de France- F.N.S.P.F.S.- U.C.F.F.- I.D.F.- C.N.I.E.F.E.B.

1. Contexte

La baisse du marché des plants forestiers, les modifications importantes de sa structure, l'évolution des aides publiques en matière d'investissement sont autant d'éléments qui transforment le champ concurrentiel des pépinières et vont obliger celles-ci à d'importantes adaptations.

La priorité absolue pour les entreprises et leur profession est de parvenir à une régulation de la production par un ajustement offre/demande.

Les regroupements commerciaux, industriels, de recherche-développement entre les entreprises, l'accroissement de la taille de certains opérateurs sont des actions à entreprendre.

Dans ce contexte difficile que connaissent les entreprises, les opérations de reconstitution des peuplements forestiers nécessiteront, au cours des années 2001 et suivantes, des quantités de plants supérieures à celles d'une année normale.

Afin de préparer les futures saisons de semis et de plantation, il est indispensable de :

- constituer des stocks de graines forestières notamment dans les essences principales ;
- équiper et moderniser les pépiniéristes afin d'accroître en qualité et en quantité la production de plants d'essences forestières répondant aux normes fixées par l'Etat destinés à la vente aux propriétaires forestiers ;
- adapter la production aux exigences du marché tant dans la qualité que la quantité ;
- parvenir à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande.

2. Objectifs

La saison de plantation du printemps 2000 a été marquée par une commercialisation très faible de plants forestiers. D'une part, les chablis n'ont pas été exploités dans leur totalité et la grande majorité des parcelles sinistrées n'a pas été nettoyée, d'autre part, la priorité, dans la répartition des crédits de l'exercice 2000, a été accordée aux opérations consécutives aux tempêtes et non aux projets de boisement-reboisement traditionnels.

Ces aides exceptionnelles de l'Etat sont destinées à soutenir les entreprises récoltantes de graines ou productrices de plants forestiers dans l'optique de la reconstitution des forêts sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 et dans le cadre du plan national pour la forêt annoncé le 12 janvier 2000 par le Premier ministre.

L'aide aux entreprises productrices concerne exclusivement la production et la commercialisation de plants forestiers destinés aux boisements et reboisements. Il conviendra donc, pour les entreprises qui, en outre, produisent et commercialisent des plants ornementaux, de déterminer le montant de l'aide à la seule partie "forestière" des activités de ces pépinières (cf. annexe 9.1 " Liste des essences objectifs éligibles aux aides de l'Etat " de la circulaire DERF/SDF/C2000-3021 du 18 août 2000).

3. Bénéficiaires

A - Les entreprises déclarées comme "marchands grainiers" et procédant à des récoltes de graines d'essences forestières.

B - Les entreprises de pépinière forestière répondant aux trois conditions suivantes :

1. personnes physiques et morales affiliées à l'AMEXA ou à la MSA (personne morale) ayant une activité de production de plants forestiers, ayant été, au 31 décembre 1999, habilitées à honorer les bons-subventions du Fonds forestier national et dont 30 % au moins du chiffre d'affaires est constitué par la commercialisation de plants forestiers sur la moyenne des trois dernières années;
2. dépôt d'une demande d'aide et de diagnostic préalable en vue d'un plan de production et de modernisation, le plan devant prévoir une amélioration de la situation financière ;
3. engagement à :
 - a) accroître la production propre commercialisable de plants forestiers, dans un délai de 5 ans, d'au moins 20 % de la production propre moyenne vendue au cours des trois dernières années, par la maîtrise de technologies nouvelles et en coopération étroite avec les organismes de recherche (INRA, CEMAGREF).
 - b) adapter le niveau de production de l'entreprise tant en quantité qu'en qualité aux exigences du marché par la modernisation de ses outils de production et le développement de son activité commerciale.

Les moyens pour atteindre ces objectifs doivent être mis en place dans un délai maximum de 1 an à compter de la date d'octroi de l'aide.

4. Opérations éligibles

A - Pour les entreprises de récolte, l'acquisition d'outils de récolte modernes, de matériels de stockage, les constructions d'abris techniques spécifiques, les matériels informatiques de gestion des stocks et des vente et leurs logiciels.

B - Pour les pépinières forestières :

! l'acquisition de matériels de production (bâches, ombrières, charrues, herse, engins de traction, matériels d'irrigation, serres de multiplication spécifiques, chambres froides, aménagements d'aires hors sol, ...) ;

! l'acquisition de matériels informatiques de gestion des stocks, de gestion comptable et de vente avec leurs logiciels.

Seules les acquisitions de matériel neuf seront prises en compte.

Les acquisitions de consommables (graines, engrais, produits de traitement, etc.) sont exclues.

L'aide décrite dans la présente circulaire ne pourra être attribuée que jusqu'au 31 décembre 2003.

5. Modalités de financement

Le taux de financement par l'Etat est de 40 % du montant hors taxes des investissements en matériels et travaux éligibles.

Les opérations sont finançables sur le budget de l'Etat, chapitre 61-45, article 50, et ne sont pas éligibles au FEOGA garantie.

Le montant de la subvention, prévue par le décret n° 2001 - 305 du 4 avril 2001, est fixé au niveau régional, dans la limite de 114 336 € par bénéficiaire.

Les collectivités territoriales (Conseils régionaux et Conseils généraux) peuvent cofinancer les opérations dans la limite d'un taux plafond global pour l'ensemble des financements publics de 80 %.

6. Procédure

Les récoltants et les pépiniéristes qui sollicitent l'aide spécifique déposent une demande à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF) de leur siège social.

A - Récoltants de graines

La DRAF - Service régional de la forêt et du bois (SERFOB) vérifie l'éligibilité de l'entreprise et la recevabilité de la demande (présentation du programme de récolte, devis descriptif et estimatif des travaux ou d'acquisition de matériel, note précisant l'intérêt des investissements par rapport aux objectifs de cette circulaires et aux besoins exprimés par la filière forestière).

La DRAF soumet le projet à l'avis de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) du lieu du siège social de l'entreprise et du lieu des investissements projetés.

Le préfet de région prend la décision d'attribuer ou de refuser l'aide. Le versement de la subvention est effectué sur constatation par la DRAF de la réalisation effective des travaux ou des acquisitions.

B - Pépinières forestières

Le dossier à présenter à la DRAF doit comporter, outre la demande d'aide accompagnée du devis descriptif et estimatif des investissements matériels et d'une note précisant l'intérêt financier et technique des investissements projetés par rapport aux objectifs de cette circulaire et aux besoins exprimés par la filière forestière, une demande de diagnostic préalable qui permettra à l'entreprise d'établir un plan de production et de modernisation.

Le dossier adressé à la DRAF (SRFOB) est transmis, pour l'établissement du diagnostic, à la Société française de redéploiement agroalimentaire (SOFRA).

Parallèlement, une copie de l'ensemble des pièces est communiquée à l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (ONIFLHOR) qui finance les travaux d'expertise de SOFRA.

- **le diagnostic**

Etabli par SOFRA, il est obligatoire et préalable à l'octroi de l'aide.

Il a pour but de déterminer, au cas par cas, le niveau de l'aide adapté à l'entreprise considérée, au vu de sa situation économique, de ses projets et de ses engagements.

Il contient les points suivants :

- une analyse de la situation technique, économique et financière : nature et niveau de l'endettement, atouts et faiblesses,
- un projet de modernisation : nature, niveau et justifications de l'aide demandée,
- un plan pluriannuel de production de plants forestiers destinés à la reconstitution des forêts sinistrées.

- **le plan de production et de modernisation**

Il comprend :

- l'appréciation des difficultés de l'entreprise sur les plans financier, économique, social et fiscal,
- l'appréciation des atouts, des faiblesses et des perspectives d'avenir de l'entreprise,
- les mesures et orientations à prendre pour remédier aux difficultés,
- les nouveaux investissements éventuels et le programme de production sur 3 ans,
- les engagements du pépiniériste pour une meilleure maîtrise de l'offre et de la demande des plants forestiers.

La DRAF soumet le dossier (comportant le plan de production et de modernisation) à l'avis de la DDAF du lieu du siège social de l'entreprise.

Au vu du diagnostic de SOFRA, le préfet de région prend la décision d'attribuer ou de refuser l'aide de l'Etat. Le versement de la subvention est effectué par la DRAF après constatation de la bonne exécution des travaux et de la réalité des acquisitions.

7. Contrôles et sanctions

Les contrôles, notamment du respect des engagements du bénéficiaire, seront effectués par la DRAF (SERFOB).

Le remboursement de l'aide pourra être exigé en cas de non respect des plans et engagements.

Le Contrôleur Financier,

Le Directeur de l'Espace Rural et de la Forêt,

Pierre DABLANC

Pierre-Eric ROSENBERG